

Distr.
GENERALE

A/AC.96/SR.477
18 décembre 1992

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMITE EXECUTIF DU PROGRAMME DU HAUT COMMISSAIRE
DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES

Quarante-troisième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 477ème SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mercredi 7 octobre 1992, à 15 h 15.

Président : M. BODDENS-HOSANG (Pays-Bas)

SOMMAIRE

Débat général (suite)

Adoption du rapport du Sous-Comité plénier sur la protection
internationale

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus des séances de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique, qui sera publié peu après la clôture de la session.

La séance est ouverte à 15 h 15.

DEBAT GENERAL (point 4 de l'ordre du jour) (suite)

Adoption du rapport du Sous-Comité plénier sur la protection internationale
(A/AC.96/802)

1. Le PRESIDENT invite M. de Riedmatten, Président du Sous-Comité plénier sur la protection internationale à présenter le rapport du Sous-Comité (A/AC.96/802).

2. M. de RIEDMATTEN (Président du Sous-Comité plénier sur la protection internationale) dit que les travaux du Sous-Comité ont porté principalement sur des documents relatifs à trois questions : premièrement, la Note sur la protection internationale (A/AC.96/799), dans laquelle sont reproduites les conclusions du Groupe de travail interne du HCR sur la protection internationale, relatives aux principaux défis qu'il convient de relever aujourd'hui en matière de protection internationale; deuxièmement, le rapport intérimaire sur la mise en oeuvre de la politique du HCR concernant les femmes réfugiées (EC/SC.2/55), l'accent étant mis en particulier sur l'intérêt que portent les Etats à la poursuite du débat sur les moyens d'intégrer pleinement les femmes réfugiées dans l'action du HCR; troisièmement, la Note d'information sur les activités de promotion et de diffusion du droit des réfugiés et de formation dans ce domaine menées par le HCR (EC/SCP/73). Le Sous-Comité s'est aussi penché sur le suivi de ses travaux et a pris la décision reproduite au paragraphe 33 du rapport. L'examen de la dernière question s'est traduit par l'adoption d'une conclusion sur la clause de cessation de statut (voir paragraphe 51 du rapport).

3. Le PRESIDENT dit qu'en l'absence d'objections, il considérera que le Comité exécutif adopte le rapport du Comité plénier sur la protection internationale (A/AC.96/802).

4. Il en est ainsi décidé.

5. M. MWANDA (Zambie) dit que grâce à l'instauration de la paix dans les pays traditionnellement générateurs de réfugiés en Afrique australe, on peut espérer un recul du nombre de réfugiés en Zambie où l'on en comptait 135 000 l'année précédente. M. Mwanda n'en prie pas moins instamment le Comité exécutif de tenir compte des difficultés économiques de la Zambie. Le nouveau gouvernement, qui a trouvé une économie complètement en ruine et qui est confronté à une sécheresse dont on ne voit pas la fin, n'est pas en mesure de répondre efficacement aux besoins des réfugiés, ni même à ceux des Zambiens eux-mêmes.

6. La Zambie se rend compte des difficultés financières du HCR et est reconnaissante de l'aide que le Haut Commissaire continue à apporter aux réfugiés dans le cadre des programmes ordinaires. Le HCR a nettement amélioré son action dans les zones d'installation permanente de réfugiés. Toutefois, seuls 50 000 des 135 000 réfugiés qui se sont installés spontanément en Zambie vivent dans des zones d'installation qui bénéficient de l'aide du HCR; tous les autres, c'est-à-dire la majorité, luttent pour leur survie dans des conditions tragiques. La Zambie a porté cette situation à la connaissance

des première et deuxième Conférences internationales sur l'assistance aux réfugiés en Afrique (CIARA I et CIARA II) et a présenté cinq projets de propositions visant à améliorer les conditions de vie des réfugiés qui se sont installés spontanément et dont la situation s'est encore aggravée du fait de la sécheresse. Une contribution de 1,9 million de dollars des Etats-Unis doit être trouvée d'urgence pour remettre en état les centres de santé. De même, la réalisation d'un autre projet de la CIARA II en attente - réfection des routes, dont l'état défectueux entrave considérablement les opérations de rapatriement - suppose que l'on réunisse 3 millions de dollars auprès des donateurs.

7. De mémoire d'homme, l'Afrique australe n'a jamais été victime de pareille sécheresse et cette situation ne fait que souligner encore davantage l'importance des stratégies que le Haut Commissaire souhaite appliquer pour empêcher les populations de quitter leur pays respectif en quête de nourriture.

8. M. Mwanda assure le Comité exécutif que le Gouvernement zambien s'efforcera d'encourager le rapatriement librement consenti des réfugiés, désormais possible grâce à la paix qui s'est instaurée en l'Afrique australe.

9. M. FAROUQUE (Sri Lanka) dit que la déclaration liminaire du Haut Commissaire et la présentation générale des activités du HCR (A/AC.96/798) confirment le fait que partout dans le monde, la situation des réfugiés est devenue de plus en plus complexe, tant en théorie qu'en pratique, et exige une interprétation souple du mandat du HCR et une collaboration avec d'autres organes des Nations Unies selon leur domaine de compétence respectif. Dans des situations de crise de ce genre et dans un contexte international où l'on a souvent du mal à faire la distinction entre les dimensions politiques et les dimensions humanitaires du problème, la force du HCR réside incontestablement dans sa neutralité traditionnelle, qui permet d'assurer la protection des réfugiés et la promotion de solutions durables. Son expérience multiple dans le domaine humanitaire lui assure la souplesse nécessaire pour se voir confier un rôle moteur lors de situations d'urgence humanitaires.

10. Pendant près de cinq ans, le Gouvernement sri-lankais a pleinement bénéficié de l'action souple et appropriée du HCR et en 1987, a signé avec lui, un mémorandum d'accord pour l'assistance aux rapatriés de l'Inde du Sud et leur réadaptation. Dans le cadre de ce programme et en collaboration avec le Ministère sri-lankais de la reconstruction et de la réadaptation, le HCR a satisfait aux besoins d'environ 43 000 personnes. Malheureusement, cette opération a dû être suspendue suite à la reprise des actes de violence des Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul (LTTE), dont les menées terroristes tendant à la création d'un Etat mono-ethnique dans le nord et l'est de Sri Lanka continuent de causer d'énormes souffrances aux populations civiles de ces régions et de contraindre à la fuite nombre de Cinghalais, Tamouls et musulmans. Malgré l'interruption de la phase initiale de ce programme, le HCR a pu poursuivre avec succès son activité dans le nord et l'est du pays, dans deux centres de secours ouverts à tous et dans sept centres auxiliaires de secours, et chaque mois, en coopération avec d'autres organismes internationaux tels que le CICR, il a assuré la distribution de secours divers d'une valeur d'environ 5 millions de dollars, fournis par le gouvernement.

11. La dernière phase du programme du HCR à Sri Lanka fait suite aux accords bilatéraux conclus entre les Gouvernements sri-lankais et indien pour le rapatriement librement consenti de réfugiés sri-lankais en Inde du Sud, en vertu desquels 30 000 Sri-Lankais ont regagné le pays sous la protection du HCR. En juin 1992, le HCR a lancé un appel à la communauté internationale pour réunir les 6,2 millions de dollars nécessaires au financement d'un programme d'aide à la réinstallation des réfugiés dans leur lieu d'origine, dans les régions déclarées sûres. Le Gouvernement sri-lankais ne ménage aucun effort pour faciliter l'installation des réfugiés, il leur verse une indemnité d'installation, une subvention pour la mise en route d'activités génératrices de recettes et une subvention au logement et leur fournit un contingent initial de rations alimentaires. La réussite de la phase de rapatriement en cours dépendra d'une solution politique à long terme. Le Gouvernement sri-lankais renouvelle ses appels au LTTE pour qu'il renonce à la violence et participe avec tous les autres partis politiques démocratiques à Sri Lanka à la recherche d'une solution politique négociée qui, associée à une aide à long terme au développement et à la réadaptation, demeure le seul moyen d'éliminer les causes profondes des déplacements de civils à Sri Lanka.

12. U TIN KYAW HLAING (Observateur du Myanmar), se référant au mouvement de personnes dans les régions proches de la frontière entre le Myanmar et le Bangladesh, dit que, conformément à la déclaration commune publiée en avril 1992 par les ministres des affaires étrangères des deux pays, et aux accords de suivi ultérieurs, les autorités du Myanmar ont pris des mesures en vue de la réinstallation des rapatriés dans leur lieu d'origine. Cinq camps d'accueil fonctionnent depuis mai 1992 et le gouvernement a fait le nécessaire pour répondre à tous les besoins essentiels des rapatriés, notamment en matière de transport et de sécurité. Les deux gouvernements ont tenu régulièrement des réunions de coordination, la dernière en date, en septembre 1992. Sur l'invitation du Ministre des affaires étrangères du Myanmar, le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires s'est rendu au Myanmar pour se rendre compte de la situation dans les régions frontalières; un groupe d'étude s'est entretenu avec les autorités du Myanmar ainsi qu'avec les anciens des villages et les chefs religieux. Des journalistes et des membres du corps diplomatique de Yangon, ainsi qu'un correspondant de la British Broadcasting Corporation ont mené une inspection dans plusieurs camps d'accueil de rapatriés.

13. L'observateur du Myanmar assure le Comité exécutif que les autorités de son pays ont adopté les mesures nécessaires afin de donner confiance aux rapatriés, notamment en constituant une commission générale de contrôle de haut niveau. De plus, des représentants des deux gouvernements se réunissent régulièrement pour coordonner les opérations de rapatriement librement consenti et veiller à ce qu'elles se déroulent en toute sécurité. De même, des mesures globales ont été prises pour accueillir les rapatriés dans les cinq camps d'accueil et les réinstaller dans leur foyer, ainsi que pour répondre à leurs besoins immédiats et à long terme. Des fonds ont été alloués à cet effet et la délégation du Myanmar est convaincue que ces mesures contribueront à faciliter la réadaptation et la réinsertion des rapatriés.

14. Les mesures en question ont déjà été suivies d'effets : les 46 rapatriés du premier groupe ont regagné leur foyer à Maungdaw, Buthidaung et Sittway et ont reçu la visite de la délégation du Bangladesh qui a déclaré que les dispositions prises étaient satisfaisantes.

15. Evoquant les inquiétudes qui se sont fait jour dans certains milieux à propos d'habitants du Myanmar, l'observateur du Myanmar ajoute que certains médias, hostiles au Myanmar, et surtout des groupes terroristes, à l'intérieur du pays comme à l'étranger, ont exagéré la gravité de la situation. En terrorisant les habitants, certaines organisations ont fortement contribué à les inciter à fuir au Bangladesh en premier lieu, puis à entraver les mouvements de rapatriement. Des mesures n'en ont pas moins été arrêtées en toute bonne foi; les autorités sont convaincues que les mouvements de retour prendront de l'ampleur et espèrent gagner la confiance des personnes de bonne volonté. L'esprit de coopération, de compréhension et de bon voisinage qui anime les relations entre les deux pays a déjà porté ses fruits.

16. M. ZAHRAN (Egypte) dit que le Haut Commissaire a passé en revue toutes les activités du HCR et donné un aperçu des propositions faites en vue d'une approche méthodique du problème des réfugiés dans le monde. Il ne suffit pas, pour résoudre efficacement ce problème, de fournir une aide humanitaire; il faut aussi rechercher des solutions politiques aux conflits en s'appuyant sur le droit international et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

17. Le problème des réfugiés en Afrique est extrêmement grave, non seulement du fait de son ampleur, le nombre des personnes touchées étant effarant - plus de 6 millions de réfugiés et 12 millions de personnes déplacées - mais surtout en raison des souffrances sans précédent causées par la sécheresse, la famine, une assistance médicale de plus en plus précaire et l'absence de sécurité qui va jusqu'à mettre en danger la vie même des populations.

18. La délégation égyptienne appuie la déclaration du Président de la Commission des 15 sur les réfugiés, de l'OUA, qui a attiré l'attention sur la nécessité d'intensifier et de coordonner les efforts de toutes les organisations qui participent à l'aide humanitaire. Elle note que le montant alloué à l'Afrique au titre du Programme général pour 1993 est inférieur de quelque 40 millions de dollars à celui de 1992, tendance qui ne cadre pas avec les responsabilités du HCR en matière d'assistance en Afrique.

19. En Somalie, la situation est devenue critique. Outre les 2 millions de Somalis menacés par la sécheresse et la famine en Somalie même, 1 million de Somalis sont aussi menacés dans les pays voisins. La délégation égyptienne se réjouit de la décision du Conseil de sécurité de mettre en place un pont aérien et d'envoyer des forces de l'ONU sur place afin de protéger les efforts remarquables accomplis dans le cadre des opérations de secours. Elle espère que la réunion chargée de coordonner l'aide humanitaire en Somalie, qui doit se tenir à Genève les 12 et 13 octobre, mobilisera de nouvelles énergies afin de contribuer, en renforçant l'action de l'OUA, de l'Organisation de la Conférence islamique et de la Ligue des Etats arabes, à apporter une solution au problème dans la corne de l'Afrique. L'Egypte participe activement à la recherche de solutions durables pour maintenir la paix et la sécurité, sauver des vies et aider les victimes des événements à retourner en Somalie pour y mener une vie normale.

20. En ce qui concerne la situation en Afrique australe, il faut espérer que les efforts actuels mèneront à la suppression de l'apartheid en Afrique du Sud et favoriseront le retour rapide des exilés sud-africains. Toutefois, la présence de 1,5 million de réfugiés du Mozambique au Malawi et dans d'autres pays voisins met sérieusement à mal leur capacité de subvenir aux besoins alimentaires de leur propre population et constitue une source de préoccupation particulière. M. Zahran se félicite de l'Accord signé à Rome, le 4 octobre 1992, par le Gouvernement mozambicain et l'Organisation de résistance nationale mozambicaine (RENAMO) et espère que cet instrument se traduira par une solution politique permanente et stable qui permettra aux réfugiés de rentrer chez eux. Il faut aussi espérer qu'une solution sera bientôt apportée au problème des réfugiés en Afrique occidentale; les efforts déployés en ce sens par la CEDEAO méritent d'être pleinement appuyés.

21. La tragédie qui se déroule dans l'ex-Yougoslavie, notamment en Bosnie-Herzégovine, est chaque jour plus féroce et bafoue les droits fondamentaux de 2,5 millions de personnes, et de la population musulmane de Bosnie-Herzégovine surtout qui est victime d'une opération de nettoyage ethnique, voire de génocide. Au total, 400 000 personnes sont menacées de mourir de faim et de froid pendant les mois d'hiver.

22. Malgré ces sombres perspectives, le représentant de l'Egypte espère que la réponse globale à la crise humanitaire dans l'ex-Yougoslavie, élaborée lors de la Réunion internationale sur l'aide humanitaire aux victimes du conflit dans l'ex-Yougoslavie, qui s'est tenue à Genève le 29 juillet 1992, sera réellement mise en oeuvre. Il se réjouit que le pont aérien à destination de Sarajevo ait pu être repris après le succès rencontré par le Haut Commissaire dans ses efforts pour qu'un accord puisse être conclu entre les parties au conflit le 19 septembre. Bien que l'opération de secours humanitaire doive bénéficier d'un appui sans réserve, la seule solution au problème réside dans le respect de la souveraineté et de l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine, la non-ingérence dans ses affaires intérieures et la fin de l'agression commise par le gouvernement de Belgrade et ses milices serbes.

23. L'année précédente, le HCR a enregistré des résultats impressionnants dans le nord de l'Iraq, dans le cadre des opérations de rapatriement librement consenti de réfugiés afghans et cambodgiens et dans son action face aux mouvements de réfugiés du Myanmar et du Bhoutan. Les tâches que le Haut Commissaire a définies s'inscrivent dans une méthodologie globale tendant à résoudre la situation des réfugiés dans le monde, en tirant parti de l'expérience acquise et de recherches approfondies menées à bien, elles permettent d'espérer que le HCR parviendra à réaliser ses nobles objectifs.

24. Enfin, la délégation égyptienne se félicite de la Note sur la protection internationale (A/AC.96/799) et relève que le Haut Commissaire ne cherche pas à redéfinir le mandat du Haut Commissariat pour ce qui touche à la protection juridique des réfugiés. La tendance à assurer une protection dans les pays d'origine doit être considérée comme une mesure de prévention à adopter en accord et en consultation avec le pays concerné.

25. M. AKTAN (Turquie) dit que la réunion du Comité exécutif se tient à un moment où, partout dans le monde, des êtres humains sont en proie à des souffrances telles qu'elles ne sont pas sans rappeler les horreurs de la seconde guerre mondiale. Le HCR s'est efforcé de s'adapter à cette situation et de jouer un rôle actif en entreprenant des opérations de secours, des opérations d'urgence et en apportant une aide humanitaire.

26. La tragédie de l'ex-Yougoslavie où les activités du HCR pourraient prendre de l'ampleur et être plus efficaces si la communauté internationale revoyait ses contributions à la hausse en est l'exemple le plus récent. La Turquie est prête à faire tout ce qu'elle pourra à cet égard. De plus, le rôle de la FORPRONU dans la distribution des secours humanitaires mérite d'être encouragée et encore renforcée. La Turquie se félicite de la nouvelle approche recommandée dans la Note sur la protection internationale (A/AC.96/799) qui reflète la volonté du Haut Commissariat d'assumer un rôle plus actif dans la réponse à apporter aux nouveaux types de besoins en matière de protection.

27. L'extension prise récemment par les mouvements transfrontières et les déplacements à l'intérieur des pays a aggravé une situation déjà difficile. Etant donné l'attitude ambiguë de la communauté internationale à l'égard des conflits ethniques, ainsi que les risques d'effondrement de l'ordre politique, il ne serait guère surprenant que le nombre des immigrants, comme des personnes déplacées, augmente prochainement de manière dramatique. Toutefois, le HCR ne devrait intervenir dans les déplacements internes qu'à la demande de la communauté internationale et avec le consentement de l'Etat concerné : ainsi seulement pourra-t-il sauvegarder sa neutralité.

28. La proposition de création de zones de sécurité dans les pays d'origine mérite d'être étudiée plus avant. Permettre aux personnes déplacées de regagner leur région d'origine devrait être jugé prioritaire. Il ne faut pas oublier que la création de zones de sécurité pourrait aussi servir des desseins peu souhaitables, de "nettoyage ethnique" par exemple. Le rapatriement librement consenti de personnes déplacées devrait constituer un volet essentiel du droit des réfugiés, sur lequel il appartiendra au HCR de continuer à mettre l'accent.

29. M. Aktan rend un hommage particulier au HCR pour l'orientation et l'aide qu'il apporte aux femmes et aux enfants réfugiés, groupes l'un et l'autre vulnérables qui ont besoin d'une attention spéciale. La Turquie se félicite aussi de la part constructive que le Haut Commissariat a prise dans le rapatriement des réfugiés irakiens d'origine kurde, chrétienne et turkmène que la Turquie hébergeait depuis que la guerre entre l'Iran et l'Iraq avait pris fin, en septembre 1988. Quelque 17 000 Irakiens sont rentrés dans leur pays au titre de ce programme et les retours se poursuivent.

30. M. IDOYAGI (Uruguay) dit que le Gouvernement uruguayen tient à remercier le Haut Commissaire et ses collaborateurs pour leur action humanitaire qu'ils mènent avec tant de générosité. Le rapport du HCR sur ses activités (A/AC.96/793) brosse du problème des réfugiés tel qu'il se pose actuellement un tableau alarmant par son ampleur et sa complexité. A l'heure actuelle, aucun continent n'est épargné par les mouvements massifs de réfugiés, que provoquent de plus en plus souvent des actes de violence d'origine ethnique

ou religieuse, des violations des droits de l'homme, des conflits internes et l'instabilité politique. La délégation uruguayenne souscrit à l'approche novatrice que le HCR a adoptée pour faire face à cette nouvelle situation, notamment en mettant en place des mécanismes qui permettront d'assurer une protection plus efficace et plus rapide chaque fois que celle-ci s'avérera nécessaire. La Note sur la protection internationale (A/AC.96/799) offre une base de travail extrêmement utile dans ce sens. M. Idoyagi souligne néanmoins que toute stratégie visant à renforcer la protection internationale et à mettre au point de nouvelles solutions doit préserver l'institution de l'asile, ainsi que les principes fondamentaux régissant le statut de réfugié, notamment le non-refoulement et la non-discrimination.

31. Toute nouvelle démarche tendant à définir et à préciser la portée de la notion nouvelle de protection temporaire devra tenir compte du rôle fondamental de l'asile. Ainsi, tout en réaffirmant que l'asile est un instrument fondamental de protection, le HCR devra continuer à promouvoir le droit de tous les réfugiés de solliciter et d'obtenir l'asile. Le représentant de l'Uruguay convient avec le Haut Commissaire qu'il ne faut ménager aucun effort pour mettre au point des procédures efficaces et équitables qui permettent de faire droit sans retard et en bonne et due forme aux demandes de statut de réfugié jugées recevables. En même temps, il est désormais souhaitable, voire indispensable, de définir le statut de réfugié au plan collectif, l'insuffisance des dispositions de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967 devant les déplacements massifs que l'on observe aujourd'hui, l'exige. Les solutions dont il a été convenu dans le cadre de certains accords régionaux peuvent y contribuer.

32. En ce qui concerne le mandat du HCR, le Gouvernement uruguayen se joint au consensus chaque jour plus large en faveur d'une extension de la compétence du Haut Commissariat à tous ceux qui ont été contraints d'abandonner leur pays d'origine en raison de conflits internes, de violations massives des droits de l'homme ou d'actes de violence. De même, le Gouvernement uruguayen est convaincu qu'il faut trouver les moyens d'assurer une protection et une aide aux personnes déplacées dans leur propre pays, chaque fois que la communauté internationale juge la participation du HCR souhaitable.

33. La délégation uruguayenne se réjouit de noter que l'étroite et complexe relation entre réfugiés, migrations et développement est chaque jour mieux comprise. L'Uruguay souscrit à la mise en oeuvre de projets à impact rapide dans le cadre des opérations de rapatriement, pour faciliter le passage de la phase de l'assistance à celle du développement.

34. Etant donné que l'écart toujours croissant entre pays en développement et pays industrialisés non seulement explique l'ampleur que prennent les mouvements migratoires, mais compromet aussi les démocraties nouvelles et souvent fragiles, il est capital que l'effort consenti par les pays en développement concernés, en particulier en Amérique latine, qui se sont soumis à des programmes d'adaptation structurelle douloureux et passent actuellement à l'économie de marché, s'accompagne d'un effort comparable de la part des pays industrialisés.

35. L'accent que le HCR met sur l'action préventive pour éviter les mouvements massifs de réfugiés est très important. Les activités de prévention peuvent effectivement jouer un rôle capital, étant entendu que la prévention ne saurait se substituer à l'asile. Etant donné le lien de cause à effet entre les violations des droits de l'homme graves et l'apparition de mouvements de réfugiés, une collaboration et une coordination étroites du HCR avec le Centre pour les droits de l'homme ne peuvent qu'être fructueuses. Dans les limites de son mandat et de sa compétence, le HCR peut obtenir des résultats non moins positifs en coordonnant étroitement son action avec les activités du système des Nations Unies sur le plan politique, humanitaire ou de la sécurité et en soutenant les activités de maintien de la paix confiées au Secrétaire général.

36. M. ENNACEUR (Tunisie) dit qu'il faut féliciter le Haut Commissaire de l'énergie et du dévouement qu'il met au service de la cause des réfugiés. La crise actuelle a une portée sans précédent et, comme l'a fort justement souligné Mme Ogata, elle met fortement à contribution la capacité du HCR de répondre et d'innover.

37. Parmi les nombreux problèmes auxquels le Haut Commissariat est confronté, il en est trois qui revêtent une importance particulière : sa capacité de répondre et d'intervenir dans des situations d'urgence avec célérité et efficacité; la mise en oeuvre du droit d'asile en tant que principe fondamental de la protection des réfugiés; et la gestion des ressources humaines et financières disponibles. En ce qui concerne le premier de ces problèmes, les mesures que le Haut Commissaire a prises, notamment la création de cinq équipes régionales d'urgence composées de 22 personnes et l'établissement d'un fichier d'urgence comprenant les noms de 40 fonctionnaires de réserve, ne se sont pas encore révélées tout à fait efficaces. La raison avancée est que les ressources humaines du HCR sont déjà exploitées à leur extrême limite et qu'il n'a pas toujours été possible de détacher suffisamment de personnel pour constituer des équipes complètes d'urgence pour des opérations tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de leur région. Autrement dit, le mécanisme essentiel devant permettre de répondre aux situations d'urgence s'est révélé inefficace car les ressources humaines disponibles ne correspondent pas aux besoins. La situation est grave et M. Ennaceur demande instamment que le Comité exécutif examine en toute priorité la question de la capacité du HCR de répondre aux situations d'urgence.

38. Ce faisant, le Comité exécutif devra s'attacher à rechercher si l'impossibilité de constituer des équipes d'urgence adéquates est simplement due à la pénurie de personnel disponible ou si elle a d'autres origines, de caractère qualitatif. L'une des raisons pourrait être l'absence de sécurité qui règne sur le théâtre des opérations dans certaines régions : en Somalie par exemple, il a été souligné que, si le personnel des organismes de secours privés est composé de volontaires, celui de l'ONU par contre est constitué de fonctionnaires dont on n'attend pas qu'ils assument les risques inhérents à de telles situations. L'une des solutions à ce problème, déjà recommandée au Comité exécutif, serait que le HCR confie la sous-traitance d'une partie des activités qu'il déploie lors de situations d'urgence à des organisations non gouvernementales qui deviendraient ses partenaires d'exécution. Plusieurs accords dans ce sens ont déjà été conclus et le représentant de la Tunisie pense qu'il faudra faire encore davantage d'efforts dans ce sens.

En effet, le HCR pourrait envisager de confier désormais une part toujours plus grande de ses activités opérationnelles à des sous-traitants, pour renforcer son propre rôle dans des domaines tels que la planification et le contrôle des programmes, et surtout dans le domaine d'activité le plus important de son mandat, à savoir la protection des réfugiés.

39. C'est dans le domaine de la protection que le HCR doit relever le plus grave des défis auxquels il est confronté. Actuellement, il est appelé non seulement à héberger et à nourrir 17 millions de réfugiés et à préparer leur retour dans leur pays d'origine, mais aussi à persuader les Etats membres de reconnaître le droit d'asile à un moment où, sous l'influence de la xénophobie et du racisme, ce droit est de plus en plus contesté par l'opinion publique, ainsi que par une législation qui renforce les frontières géographiques existantes par des barrières psychologiques et culturelles.

40. De même, la Tunisie appuie la recommandation du Groupe de travail interne sur la protection internationale selon laquelle la communauté internationale devrait appuyer les efforts du HCR tendant à "exiger et obtenir" pour les personnes relevant de sa compétence des normes minimales de protection contre la discrimination, le refoulement et l'expulsion ainsi que des garanties fondamentales de traitement humain et le respect d'autres droits fondamentaux tel que le droit à l'unité familiale. Elle souscrit aussi à la conclusion du Groupe de travail selon laquelle le moment n'est pas encore venu pour le HCR de promouvoir l'élaboration de nouveaux instruments internationaux relatifs aux réfugiés : le problème aujourd'hui n'est pas tant de forger de nouveaux instruments que de mettre en application ceux qui existent. Le principal problème qui se pose aujourd'hui n'est pas seulement celui de l'insuffisance des moyens face aux besoins humanitaires : c'est plutôt de savoir comment assurer le respect du droit humanitaire à une époque où ce droit est plus bafoué que jamais.

41. Pour ce faire, il faut qu'il y ait une volonté politique internationale. Le représentant de la Tunisie est convaincu que le moment est venu de demander la convocation d'une conférence internationale qui aurait pour tâche de veiller à ce que les réfugiés du monde entier bénéficient de la protection à laquelle ils ont droit, et suggère que le Comité exécutif tienne compte de cette recommandation dans le cadre de ses efforts visant à renforcer le rôle de protection du HCR.

42. En ce qui concerne la gestion des ressources humaines et financières du HCR, M. Ennaceur note, non sans inquiétude, que le Rapport du Comité des commissaires aux comptes (A/AC.96/797) signale plusieurs cas de détournements de fonds et, surtout, un accroissement anormal des pertes de biens en 1991. Cette situation incite à une vigilance accrue et à un contrôle plus rigoureux de la gestion financière, au moyen notamment du programme d'évaluation interne. C'est là la seule manière pour le HCR de s'assurer qu'il pourra répondre convenablement aux besoins pressants des réfugiés.

43. Le représentant de la Tunisie espère que le HCR renforcera son action traditionnelle avant de se lancer dans de nouveaux domaines d'activité. En ce qui concerne la prévention, il lui faudra veiller à ce que son intervention ne constitue pas une ingérence dans les affaires intérieures

des pays et que d'éventuelles sanctions n'aggravent pas la situation des réfugiés et des personnes déplacées. Pour être efficace et rapide, l'action humanitaire du HCR doit être totalement indépendante de toute considération politique.

44. La coopération internationale dans le secteur humanitaire doit être renforcée et le représentant de la Tunisie se félicite des expériences récentes de collaboration entre le HCR et d'autres organes tels que l'UNICEF, le Programme alimentaire mondial et le Comité international de la Croix-Rouge. Le Haut Commissaire devrait poursuivre notamment l'initiative transfrontière qu'elle a prise dans la corne de l'Afrique pour répondre aux besoins les plus urgents de toutes les catégories de victimes, qu'il s'agisse de réfugiés, de rapatriés, de personnes déplacées à l'intérieur du pays ou d'autochtones.

45. De même, la coopération régionale s'est aussi révélée très utile, comme on peut le voir d'après l'action concertée du HCR, de l'Organisation de l'unité africaine et de l'Organisation de la Conférence islamique en faveur de la Somalie. Toutefois, l'Afrique comptant la moitié des réfugiés recensés de par le monde, elle mérite une plus grande attention de la part du HCR et devrait recevoir les moyens de lutter efficacement contre ses problèmes.

46. La Tunisie est vivement préoccupée par la situation douloureuse des Palestiniens qui vivent dans des camps, dans les territoires arabes occupés, et qui sont toujours privés de toute protection internationale. M. Ennaceur espère que le processus de paix engagé lors de la Conférence de Madrid aboutira afin de mettre un terme aux souffrances du peuple palestinien et de le restaurer dans ses droits légitimes et inaliénables.

47. M. OYARCE (Chili) dit que le consensus international sur la nécessité de respecter la liberté et la dignité humaine n'a pas encore permis d'améliorer comme il se doit le sort des réfugiés. La violence, souvent d'origine ethnique, les conflits et surtout les difficultés croissantes auxquelles se heurtent de nombreux secteurs de la société pour tenter de trouver une place quelconque dans la structure économique internationale ont eu pour effet d'accélérer les mouvements de réfugiés. La surpopulation, l'extrême pauvreté et les catastrophes naturelles s'inscrivent inévitablement dans le problème global des réfugiés.

48. M. Oyarce félicite le secrétariat de la Note sur la protection internationale (A/AC.96/799) qui brosse un tableau réaliste des problèmes auxquels le HCR est confronté et des perspectives quant à leur solution. Celle-ci, quelle qu'elle soit, doit tenir compte à la fois du respect de la politique intérieure et de la solidarité entre les pays en crise et les pays d'accueil. M. Oyarce souhaite se référer brièvement à plusieurs points importants soulevés dans la Note.

49. Premièrement, il est évident qu'on a de plus en plus conscience de ce que le mandat et le champ de compétence du HCR s'étendent à divers secteurs qui ne s'inscrivent pas dans le droit positif existant au sens de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967. Il faut étudier plus attentivement la situation des personnes déplacées dans leur propre pays et leurs besoins

en matière de protection et on se souviendra à cet effet de l'esprit et de la lettre de la Déclaration de Carthagène. On note à cet égard une évolution progressive du droit international des réfugiés qui pourrait devenir, dans la pratique, une sorte de lex ferenda.

50. Un deuxième point, essentiel à la protection, est la notion de protection temporaire qui ne doit pas être considérée comme se substituant au droit d'asile, comme une solution de rechange. La portée de cette notion mérite d'être précisée afin que la définition théorique et pratique du statut de réfugié n'en souffre pas. Une approche rationnelle ne saurait porter atteinte à des principes tels que l'asile, le non-refoulement et la non-discrimination.

51. Le troisième point abordé dans la Note concerne le principe des zones de sécurité. Dans une certaine mesure, l'application de ce principe au Chili a donné de bons résultats et permis d'offrir une protection aux réfugiés de pays tiers lors de conflits internes. Le modèle proposé n'est pas nouveau et demande à être examiné de manière plus approfondie car il constitue une option utile en temps de crise.

52. Un quatrième point soulevé dans la Note touche à la notion de diplomatie préventive, approche novatrice dans le système des Nations Unies, dont la portée s'étendrait nécessairement aux modes de coopération et mesures propres à stimuler la croissance et le développement économiques dans de nombreux pays d'origine. A cet égard, des pays d'Amérique latine, comme le Chili, ont fait ce qu'il fallait pour mettre au point des programmes d'ajustement structurel visant à une meilleure répartition des ressources et à une intégration plus efficace de leur économie dans le système international. Ces politiques unilatérales, au coût social élevé, doivent susciter une réaction appropriée de l'ensemble du système commercial international, afin que les marchés s'ouvrent aux exportations, dans l'intérêt d'un développement durable qui contribue à supprimer les causes d'instabilité politique et les menaces qui pèsent sur la démocratie et à limiter ainsi le risque de mouvements de réfugiés. De même, les situations provoquées par l'intolérance ethnique et religieuse et un nationalisme débridé exigent une approche préventive; là encore, l'Organisation des Nations Unies pourrait jouer un rôle déterminant, notamment en encourageant la coopération avec le Centre pour les droits de l'homme.

53. Il serait bon, une fois approfondie la notion de prévention, d'associer les activités entreprises dans ce sens aux opérations de maintien de la paix, au respect des droits de l'homme, au renforcement de la primauté du droit et à la promotion de différentes variables visant à éliminer les diverses causes à l'origine des situations de réfugiés. Le principe de l'alerte précoce offre beaucoup de possibilités à cet égard. La délégation chilienne souhaite que l'on définisse dans un esprit de concertation une approche qui permette au HCR de répondre aux besoins en matière de protection par des mécanismes qui tiendraient compte du droit positif actuel et contribueraient aussi à la recherche de solutions durables et à la promotion du rapatriement librement consenti, conformément à des critères objectifs afin de garantir la sécurité dans les pays d'origine.

54. M. NGONGI (Programme alimentaire mondial) indique que la mise en oeuvre des nouveaux accords passés entre le HCR et le Programme alimentaire mondial, approuvés en octobre 1991 et entrés en vigueur le 1er janvier 1992, donne toute satisfaction. La première phase du nouveau Mémoire d'accord relatif à la mobilisation des vivres de première nécessité destinés aux réfugiés et aux rapatriés est désormais achevée. Les quantités de produits alimentaires de base que le PAM a distribuées dans le cadre des programmes de réfugiés dans le monde entier sont passées de 600 000 tonnes en 1990 à plus de 1 million de tonnes en 1991; les engagements pour 1992 au titre d'opérations de longue durée et de situations d'urgence devraient dépasser 1,4 million de tonnes, soit 455 millions de dollars, tandis que les besoins prévus pour 1993 atteignent 1,5 million de tonnes et sont estimés à 464 millions de dollars. L'année 1992 a été une année record et on ne prévoit malheureusement aucun ralentissement pour 1993. Les chiffres qui précèdent ne tiennent pas compte des besoins en vivres de première nécessité des personnes déplacées à l'intérieur de pays tels que la Somalie, le Mozambique, l'Iraq et l'Afghanistan, évalués à 500 000 tonnes au moins.

55. Le problème non négligeable du transport intérieur de l'aide alimentaire destinée aux réfugiés ne fait qu'ajouter à l'urgence d'un engagement accru du PAM dans les opérations d'aide alimentaire aux réfugiés. Le PAM a dépensé environ 96,5 millions de dollars à ce titre entre 1988 et 1991 et a déjà réservé un montant de 74 millions de dollars à cette fin pour 1992. Jusqu'ici, le PAM a surtout porté ses efforts sur la mobilisation de fonds destinés au transport intérieur, à l'entreposage et à la manutention et a remboursé le HCR des frais qu'il avait engagés à cet effet. Toutefois, bien que la date officielle du transfert de ces responsabilités du HCR au PAM ait été fixée au 1er janvier 1993, le PAM a déjà commencé à prendre, dès 1992, la relève du HCR pour le transport des vivres vers les points de distribution à large rayon d'action. Il assure actuellement l'acheminement interne des secours dans deux tiers des opérations menées dans plus d'une vingtaine de pays et, d'ici la fin de 1993, le fera pour pratiquement toutes les opérations.

56. La participation accrue du PAM aux opérations d'aide alimentaire et la distribution de vivres font qu'il est de plus en plus nécessaire d'exercer une surveillance rigoureuse sur l'acheminement de l'aide fournie. Aussi, un système de rapports sur l'état des disponibilités alimentaires (Food Availability Status Reports - FASREPS) a-t-il été mis en place pour dresser l'état des stocks au jour le jour, établir des prévisions sur les arrivages attendus, et rassembler des données sur les prochaines expéditions, les ralentissements prévus et les besoins sur une période de six mois. Ces rapports, constamment mis à jour, se sont révélés extrêmement précieux, car ils permettent d'alerter le PAM et le HCR de toute interruption éventuelle dans les arrivées de secours, facilitant ainsi l'adoption de mesures de prévention.

57. Si l'amélioration des échanges d'informations et de la coordination ont permis dans une large mesure d'assurer l'acheminement des secours dans la plupart des opérations en faveur des réfugiés, ces opérations n'ont malheureusement pas été toujours exemptes de tout problème. La situation des réfugiés somalis au Kenya montre combien il est difficile d'assurer la distribution régulière et l'acheminement en toute sécurité de l'aide alimentaire à des groupes de réfugiés qui ne cessent de se déplacer.

Les prévisions budgétaires ont dû être modifiées quatre fois en l'espace de 10 mois, les engagements au titre des produits de base ayant dû être sensiblement augmentés à chaque fois. Le plan prévoyant une approche transfrontière, avec un mandat commun au HCR et à l'UNICEF, permet de distribuer des secours alimentaires de chaque côté des frontières afin d'éviter des arrivées plus massives encore de réfugiés dans les pays voisins et d'accueillir les victimes de la sécheresse dans les centres prévus pour la distribution de repas aux réfugiés.

58. Jamais, en plus de 30 ans d'existence, le PAM n'a eu à fournir une aide alimentaire d'urgence aussi importante qu'en 1992. Au 30 septembre 1992, quelque 2,4 millions de tonnes d'aide alimentaire, d'une valeur de plus de 1 milliard de dollars, a été distribuée dans le cadre d'opérations d'urgence et d'aide alimentaire en faveur des réfugiés. Les résultats obtenus au Cambodge, en Angola, en Erythrée et en Ethiopie ont été contrebalancés par les nouveaux exodes que les conflits ont engendrés en Somalie, au Mozambique et dans l'ex-Yougoslavie. Le nombre global de réfugiés a de nouveau augmenté et le PAM comme le HCR auront à affronter une nouvelle année difficile en 1993. Aussi, le PAM a-t-il revu ses procédures, adoptant, pour ses opérations, une approche régionale dans le cas de situations telles que le conflit libérien, la sécheresse en Afrique australe et les événements de la région du Golfe.

59. Plusieurs événements tragiques survenus pendant l'année ont illustré de manière dramatique les risques inhérents à la distribution de l'aide d'urgence. Le PAM se félicite donc de la création, au sein de l'ONU, du Département des affaires humanitaires et du Département des opérations de maintien de la paix qui tous deux devraient faciliter l'acheminement et la distribution de l'aide alimentaire d'urgence. Pour faciliter la collaboration avec le Département des affaires humanitaires, deux fonctionnaires du PAM ont été détachés auprès de celui-ci, l'un à New York et l'autre à Genève.

60. Le PAM se félicite de l'excellente coopération qui s'est établie avec le Haut Commissaire et son personnel, pendant l'année écoulée, ainsi que de l'énorme appui qu'il a reçu des donateurs. Bien que les ressources ne soient pas encore suffisantes, les engagements étant supérieurs aux annonces de contributions, il espère que des contributions supplémentaires lui parviendront encore. Il remercie aussi les pays qui ont accueilli des réfugiés et les nombreuses organisations non gouvernementales qui lui ont apporté leur concours pour la distribution et l'acheminement matériel des secours, notamment pour la mise sur pied d'une aide alimentaire d'appoint et d'une aide nutritionnelle thérapeutique dans certaines situations de réfugiés.

61. Mme von BUCHWALD (Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge) rend hommage à l'excellente coopération dont la Fédération et ses membres associés dans le monde entier ont bénéficié en qualité de partenaires du HCR et dit que le renforcement de la capacité d'intervention et de réaction en cas d'urgence, particulièrement aux niveaux local et régional, doit demeurer au premier rang des préoccupations. Il est essentiel que l'aide soit accordée en toute impartialité; les réfugiés doivent être protégés et aidés quels qu'ils soient et quelles que soient les circonstances qui sont à l'origine de leurs souffrances. Un autre principe

fondamental de la Croix-Rouge veut que celle-ci aide ceux qui en ont le plus besoin, qu'elle accorde toujours la priorité aux populations les plus vulnérables où qu'elles trouvent. Les demandes d'assistance de plus en plus pressantes qui se font sentir dans des situations assimilables à celle des réfugiés ne doivent pas porter préjudice aux opérations en faveur des réfugiés relevant du mandat du HCR; de plus, l'aide alimentaire doit être liée, si besoin est, à l'aide au développement et à l'édification et au renforcement des institutions locales.

62. En ce qui concerne la réaction en cas d'urgence, la Fédération se félicite des efforts que déploie le HCR pour conclure des accords avec des organisations expérimentées aux fins de l'évaluation des besoins et de l'exécution de projets. Elle recommande une certaine souplesse dans le choix des partenaires et pense qu'il faudrait recourir en premier lieu aux institutions locales susceptibles de jouer un rôle utile ou dont la compétence est reconnue. En ce qui concerne la livraison de l'aide, elle note avec une grande satisfaction que le HCR adopte une approche qui fait appel à l'engagement de la communauté, autrement dit, qui met l'accent sur la participation des bénéficiaires. Cette démarche doit être encouragée car non seulement elle aide à restaurer la dignité et la confiance en soi d'êtres humains dévalorisés par la situation ambiante, mais aussi parce qu'elle se révèle souvent rentable. La Fédération se félicite aussi vivement de l'approche globale que le HCR a adoptée pour ses programmes de rapatriement librement consenti; il conviendrait de s'en inspirer plus souvent dans les cas où les communautés qui accueillent des réfugiés ont du mal à partager de maigres ressources. Le HCR a raison par ailleurs de mettre à nouveau l'accent sur les services sociaux et notamment sur les soins propres à remédier aux effets psychologiques des traumatismes subis par les populations réfugiées; en effet, négligées, ces expériences douloureuses peuvent avoir des séquelles durables surtout chez les enfants.

63. Abordant ensuite la question du renforcement du droit des réfugiés, du droit humanitaire et des droits de l'homme en général, Mme von Buchwald dit que la Fédération appuie sans réserve les efforts que le HCR entreprend actuellement pour familiariser les gouvernements des pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est avec les instruments internationaux pertinents. Seule une adhésion résolue à ces instruments pourra améliorer les perspectives de solutions durables dans les situations de réfugiés et de personnes déplacées et éviter peut-être de futurs exodes de réfugiés.

64. M. HASEGAWA (Programme des Volontaires des Nations Unies) explique que les Volontaires des Nations Unies peuvent intervenir dans quatre des six secteurs prévus dans la stratégie axée sur l'avenir que le Haut Commissaire a définie dans sa déclaration liminaire. Premièrement, le programme des Volontaires des Nations Unies a mis à la disposition du HCR des experts et des techniciens qui lui prêtent main-forte dans le cadre des activités de secours d'urgence en Afrique et en Asie. Une unité de secours humanitaire dûment préparée pour répondre sans délai aux besoins d'urgence a été mise en place; un fichier comportant les noms de plus d'une centaine de candidats prêts à partir a été établi et plusieurs personnes ont déjà été détachées, le plus souvent pour des périodes de courte durée, auprès du PAM, du HCR et d'autres organismes des Nations Unies. Le programme des VNU étudie actuellement avec le HCR les moyens de recruter rapidement du personnel

et de déployer sans retard les candidats sélectionnés. Il envisage d'ailleurs de mettre en place un "dispositif de déploiement rapide" pour le recrutement et l'affectation d'agents de secours d'urgence des VNU, sélectionnés au préalable à cet effet, parmi des personnes résidant dans les régions touchées ou à proximité.

65. Le deuxième domaine de coopération spécifique est celui du rapatriement. Sur la vingtaine de Volontaires des Nations Unies qui collaborent actuellement avec le HCR en Asie du Sud-Est, plusieurs sont chargés du rapatriement librement consenti ou d'orientation sociale. La coopération qui s'est instaurée dans cette région prioritaire pourrait fort bien s'étendre à d'autres.

66. Troisièmement, le programme des Volontaires des Nations Unies est mieux placé que tout autre organisme pour faire le lien entre la phase initiale des secours d'urgence et celle où des solutions durables s'imposent : il encourage le partenariat entre le HCR, auprès duquel des Volontaires sont affectés, et le PNUD, dont le programme des Volontaires des Nations Unies relève administrativement. En El Salvador, au Guatemala, au Honduras et au Mexique, les Volontaires des Nations Unies ont joué un rôle non négligeable tant dans le cadre des programmes de rapatriement des réfugiés mis en oeuvre par le HCR, que dans les activités de reconstruction et de développement financés par le PNUD. Le programme des Volontaires s'emploie également à souligner l'orientation communautaire qu'il donne à ses activités.

67. Enfin, le programme des Volontaires des Nations Unies peut apporter son concours au HCR en lui assurant les services d'experts à un coût réduit. Bien que les Volontaires des Nations Unies soient des experts chevronnés, dotés de plusieurs années d'expérience professionnelle, ils n'exigent aucune rémunération financière pour leurs services, si bien que le coût d'une affectation type ne représente qu'un tiers ou un quart de celle d'experts ou de techniciens engagés dans des conditions normales. L'affectation des 425 Volontaires des Nations Unies au Cambodge, qui représentent une composante importante du personnel civil international attaché à l'APRONUC, entraîne un coût de 18 millions de dollars seulement, frais généraux compris, soit une infime partie du coût total de l'ensemble des opérations de l'APRONUC, lequel s'élève à plus de 1 milliard de dollars.

68. M. JENNY (Organisation internationale pour les migrations) dit que pendant l'année écoulée le HCR et l'OIM ont continué de collaborer comme à l'accoutumée et que les mandats complémentaires des deux organisations leur ont permis de s'épauler dans bien des cas. Le vaste mandat de l'OIM, qui ne s'étend pas seulement aux réfugiés, revêt une importance particulière dans les rapports que l'OIM entretient avec le HCR à un moment où de nouvelles formes de déplacement font qu'il est de plus en plus difficile d'établir une distinction claire et nette entre les situations de réfugiés et d'autres formes de déplacement et de migration exigeant elles aussi l'attention de la communauté internationale. Les deux organisations entretiennent des contacts réguliers pour déterminer les domaines où une action complémentaire ou commune s'impose. La Note sur la protection internationale (A/AC.96/799) mentionne plusieurs questions qui intéressent directement les fonctions et les activités de l'OIM dans le domaine des migrations et celle-ci souhaiterait consulter le HCR à ce sujet dans les mois qui suivent.

69. Citant des exemples de coopération entre l'OIM et le HCR, M. Jenny dit qu'en Europe, les deux organisations exécutent conjointement, en Albanie, un projet d'information sur les migrations qui vise essentiellement à réduire les pressions qui incitent à l'émigration. De même, elles collaborent étroitement à la mise en place d'institutions dans plusieurs Etats de l'ancienne Union soviétique en organisant des ateliers de formation et des séminaires à l'intention des fonctionnaires des pays concernés. Dans l'ex-Yougoslavie, l'OIM coopère avec le HCR et d'autres organismes pour assurer des moyens de transport aux personnes déplacées à la suite des hostilités. Les deux organisations ont aussi défini une plate-forme commune sur la question des programmes de retour organisé destinés aux demandeurs d'asile auxquels le statut de réfugié n'a pas été reconnu.

70. En Asie, la coopération avec le HCR dans le cadre du Plan d'action global pour les réfugiés indochinois s'est poursuivie dans plusieurs domaines. Le programme d'organisation méthodique des départs du Viet Nam, dont l'OIM a la charge, conserve toute son importance; environ 91 000 personnes auront reçu une aide de l'OIM au titre de ce programme d'ici la fin de 1992. En même temps, l'OIM continue d'apporter son concours au HCR dans le cadre du programme de rapatriement librement consenti au Viet Nam. Au Cambodge, où le HCR est à la tête de l'entreprise de rapatriement, l'OIM contribue au retour d'experts khmers hautement qualifiés, dans le cadre d'un programme s'inscrivant dans l'effort de reconstruction et de relèvement de ce pays. En Afghanistan, l'OIM s'occupe de logistique en vue de faciliter le rapatriement des réfugiés afghans. En Afrique, elle a apporté son concours au HCR au titre du programme de retour des exilés sud-africains, tandis qu'en Amérique latine, l'action commune de rapatriement des exilés chiliens s'est poursuivie.

71. M. NORDBY (Conseil international des agences bénévoles) appelle l'attention sur la montée du racisme et de la xénophobie dans de nombreux pays industrialisés, dont certains prennent traditionnellement à coeur la cause des réfugiés. La principale question qui se pose actuellement est non pas tant de savoir si le HCR et d'autres organismes internationaux peuvent jouer le rôle que l'on attend d'eux, que celle de l'existence ou non d'une volonté politique d'appuyer leur action. Dans toutes les opérations humanitaires, en particulier dans celles qu'exigent des situations d'urgence complexes, les organismes des Nations Unies et les institutions spécialisées, dont le HCR, ne collaborent pas aussi étroitement qu'ils le devraient.

72. S'agissant de la crise en Somalie, la confusion a pris le pas sur une réaction d'urgence organisée et coordonnée. Aucun des organismes internationaux présents sur le terrain n'assume le rôle de chef de file. Le nouveau Département des affaires humanitaires des Nations Unies n'a pas répondu à l'attente de la communauté internationale. Le rôle que le Département semble vouloir jouer dans des pays tels que la Somalie et le Mozambique n'est toujours pas clair, pas plus d'ailleurs que les relations qu'il doit entretenir avec les organisations non gouvernementales à l'occasion de ce type de situation.

73. Tout en reconnaissant que, dans certaines situations, une protection temporaire suffit et qu'une réinstallation définitive est inutile, le Conseil international des agences bénévoles estime que, dans les cas où une protection

temporaire est offerte, elle doit respecter les normes de protection et de traitement définies dans la Note sur la protection internationale (A/AC.96/799). En matière de protection, le rôle du HCR doit aussi s'étendre au rapatriement et à la réinsertion; le déminage, le développement économique, la réinsertion, la distribution de vivres et l'hébergement sont autant d'éléments propres à garantir un retour dans des conditions de sécurité et de dignité en cas de rapatriement librement consenti.

74. Les organisations non gouvernementales jouent un rôle majeur tant dans les pays qui sont confrontés à des afflux massifs de réfugiés que dans les pays d'origine. Dans certains pays, la présence du HCR et d'ONG peut avoir un effet dissuasif au plan des violations des droits de l'homme. Les organisations non gouvernementales peuvent aussi contribuer utilement aux opérations de protection liées aux activités d'assistance. Certaines organisations sont en mesure de fournir du personnel au HCR pour ses activités de protection, d'entreprendre des activités de suivi, d'établir des rapports sur les violations des droits des réfugiés et des personnes déplacées dans leur propre pays et d'assumer en outre certaines responsabilités en matière de protection dans le cadre des opérations de rapatriement entreprises sous les auspices du HCR.

75. Le Conseil international des agences bénévoles est très préoccupé par les politiques restrictives et dissuasives que pratiquent désormais un nombre sans cesse croissant de pays membres de l'OCDE et qui risquent de vider le droit d'asile de tout son sens. L'adoption de telles mesures tient à une interprétation de plus en plus étroite et restrictive de la Convention de 1951. Le Conseil s'inquiète aussi de la marginalisation du HCR lors des consultations qui ont eu lieu avec les Etats d'Amérique du Nord et d'Europe et qui, soi-disant officieuses, auraient plutôt mérité le qualificatif de secrètes.

76. Abordant les problèmes qui se posent au niveau des régions, M. Nordby déclare qu'il est devenu urgent de préparer le rapatriement librement consenti et la réinsertion des réfugiés mozambicains et des personnes déplacées au Mozambique même, en raison surtout des nouveaux afflux de Mozambicains au Malawi, qui ont porté le nombre des réfugiés dans ce pays à un niveau record alarmant. Une conférence internationale chargée de faciliter la préparation d'un plan d'action régional intégré s'est tenue au début de l'année à Oslo et une réunion interinstitutions sur la même question est prévue d'ici peu à Maputo. Le Conseil international des agences bénévoles sera l'hôte, au début de 1993, d'une réunion consultative des ONG au Mozambique, visant à coordonner les activités des ONG dans le cadre du plan régional global pour le rapatriement et la réinsertion.

77. Le Conseil international des agences bénévoles invite le HCR à coopérer étroitement avec les autorités centrales et locales en Afghanistan; de même, si le HCR a resserré dernièrement ses liens de coopération avec les ONG, il lui reste encore des progrès à faire à cet égard. Le Conseil est quelque peu préoccupé par ailleurs par les priorités dont la communauté internationale est convenue à propos du programme de rapatriement. Les fonds manquent pour répondre à tous les besoins, notamment en matière de réadaptation et de reconstruction.

78. Le Conseil international des agences bénévoles se félicite de la démarche du Gouvernement de la République islamique d'Iran tendant à faire participer les ONG internationales aux activités déployées en faveur des réfugiés; de nombreuses ONG sont prêtes à se mettre au service des réfugiés afghans, irakiens et autres, ainsi que des autres populations touchées en Iran. En ce qui concerne les réfugiés de Palestine, le Conseil a déclaré à la quarante-deuxième session du Comité exécutif que de nombreux Palestiniens ne bénéficiaient pas de l'aide de l'UNRWA, alors que les personnes qui sont des réfugiés au sens du paragraphe 6 du Statut peuvent prétendre à la protection et à l'aide du HCR.

79. La deuxième réunion internationale du Comité du suivi de la CIREFCA a confirmé la nécessité de poursuivre la recherche de solutions durables pour les populations victimes de la violence politique et de violations des droits de l'homme et a souligné combien il était indispensable de toujours oeuvrer de concert pour trouver des solutions viables. Le Conseil international des agences bénévoles se félicite du rôle joué par le HCR dans cette grande entreprise que représente la CIREFCA. Il encourage le Gouvernement guatémaltèque et l'Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca (Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque - URNG) à poursuivre les négociations de paix. Il appelle tout particulièrement l'attention sur des questions telles que la nécessité de respecter la décision spontanée des réfugiés qui souhaitent rentrer dans leur pays, dans la dignité et la sécurité, dans le cadre d'une opération organisée et collective, et sur la nécessité pour le HCR de renforcer sa présence physique dans les zones de rapatriement jusqu'à la réinsertion totale des rapatriés.

80. Le Conseil international des agences bénévoles exhorte aussi le HCR à maintenir une présence en Bolivie, au Pérou, en Equateur et en Colombie afin de surveiller les déplacements, tant sur le plan extérieur qu'intérieur, de donner suite aux demandes de reconnaissance du statut de réfugié et de prier instamment les gouvernements à appliquer sans réserve les dispositions de la Déclaration de Carthagène sur les réfugiés et les autres instruments internationaux pertinents.

81. Dans l'ex-Yougoslavie, le Conseil international des agences bénévoles a constitué une équipe spéciale d'intervention et obtenu les services d'un coordonnateur, le principal objectif poursuivi étant d'améliorer la coordination entre les organisations non gouvernementales et entre celles-ci et les organismes des Nations Unies. Il a aussi dépêché une délégation dans la République d'Arménie, en août 1992, et en enverra, sous peu, une autre dans la République d'Azerbaïdjan. Il invite le HCR à prendre note de son rapport sur la situation des réfugiés en Arménie et se félicite de l'envoi, par le Haut Commissaire, d'une délégation en Arménie et en Azerbaïdjan. Le Conseil a constitué un groupement d'ONG par le biais duquel celles-ci peuvent répondre aux besoins des réfugiés en Arménie.

82. Quant à l'appel au partenariat lancé par le Haut Commissaire, M. Nordhy dit que les ONG continueront à jouer un rôle essentiel, indépendamment du HCR, aussi bien qu'en qualité de partenaires de ce dernier. Le Conseil international des agences bénévoles souhaite vivement développer les activités de partenariat des ONG.

83. Enfin, le Conseil international des agences bénévoles encourage le Comité exécutif à faciliter l'action du HCR en priant instamment les Etats membres qui font obstruction aux programmes du Haut Commissaire de s'acquitter à la lettre de leurs obligations internationales.

84. M. DECASES (Ordre souverain de Malte) dit que les activités de l'Ordre dans le domaine de l'assistance aux réfugiés résultent non seulement de la vocation qui anime ses membres, mais des obligations qui découlent de sa charte constitutionnelle. Malgré ses moyens limités, l'Ordre tente d'apporter sa contribution à la solution des graves problèmes qui se posent dans ce domaine, et cela conformément aux exigences de l'idéal chrétien de charité et de solidarité fraternelle sur lequel repose, depuis près de 900 ans, son engagement au service de l'humanité souffrante.

85. L'Ordre souverain de Malte a pris note de la déclaration liminaire du Haut Commissaire, surtout en ce qui concerne l'ampleur prise par le problème des réfugiés que ce soit en Afrique, en Asie ou même en Europe, réfugiés dont le nombre est estimé aujourd'hui à plus de 18 millions. L'Ordre s'efforce de participer à l'oeuvre d'assistance que la communauté internationale a entreprise en faveur de ceux qui sont contraints de fuir leur foyer et s'est engagé récemment en ce sens en Thaïlande, au Cambodge, au Laos et au Liban. En Afrique, il est surtout intervenu en Ethiopie et en Somalie et, en Europe, il a apporté une assistance aux réfugiés d'Albanie et à ceux de l'ex-Yougoslavie, arrivés en Autriche, en Hongrie et en Italie. Il est aussi intervenu en Croatie. Ses activités ont pu se réaliser grâce aux contributions et à la participation du gouvernement de l'Ordre ou à celles des groupements nationaux de ses membres.

86. L'Ordre souverain de Malte est déterminé à rester mobilisé pour oeuvrer au mieux de ses possibilités, aux côtés de tous ceux qui sont engagés, à travers le HCR, le CICR et d'autres organismes internationaux et, trop souvent, au péril de leur vie, à aller au secours de tant d'innocentes victimes.

87. Le PRESIDENT dit que le débat qui vient de se dérouler témoigne de l'ampleur du problème des réfugiés dans le monde, mais révèle aussi un vif sentiment de solidarité de la part de la communauté internationale et la volonté de celle-ci de réaliser les objectifs humanitaires qu'elle s'est fixés. Ainsi prend fin le débat général.

La séance est levée à 17 h 45.
